

Communiqué de presse

Remettre le rapport à sa place

Le dossier sidérurgique liégeois est fait, aussi, de coups de poignard dans le dos. Celui que vient de donner le « consultant » Laplace Conseil en est un énorme, historique sans doute.

Rappelons les rétroactes : le groupe Laplace a été chargé par la Sogepa (et donc le gouvernement wallon) d'une mission d'analyse des « options industrielles et économiques envisageables pour relancer la production d'acier à chaud et renforcer la pérennité de la sidérurgie à froid ». Il y a une dizaine de jours, les organisations syndicales s'inquiétaient de savoir où en était cette étude, à propos de laquelle aucun contact n'avait eu lieu. Ces contacts avec les organisations syndicales avaient pourtant été prévus par la Sogepa, au cours de l'élaboration du rapport.

Or, ce vendredi, le rapport Laplace a été présenté devant des représentants de haut niveau de la Sogepa et du gouvernement wallon. On comprend mieux, à la lecture du texte, pourquoi Laplace n'en a rien fait connaître aux travailleurs, les principales victimes de la crise sidérurgique : le rapport est un assassinat, et les assassinats ne réussissent que si on ne les annonce pas.

En outre, la publicité faite à ce rapport, par un savant mécanisme de fuites, a surtout isolé les points les plus négatifs, et singulièrement la question sociale.

Pourtant, Laplace valide longuement une série de réflexions syndicales :

- Il n'y a pas de raison économique à la fermeture du chaud, affirme et démontre le rapport. Donc, la décision de Mittal ne se justifie ni par des questions de rentabilité ou de baisse de la demande : « La fermeture proposée ne se justifie pas par des critères économiques réels, sauf si ArcelorMittal n'a pas l'intention de payer l'ensemble des coûts de fermeture et des coûts sociaux induits par sa décision (...) La véritable raison est de permettre les augmentations de capacité de production de Brême, Sidmar et Dunkerque et de rentabiliser ces augmentations quelles qu'en soient les conséquences pour Liège ».
- Le froid de Liège est en grand danger après la fermeture du chaud et sa viabilité est très menacée à terme de cinq ans au plus, ce qui est l'analyse syndicale depuis toujours : fin du chaud = fin du froid.
- Il démontre que l'alimentation par Dunkerque est tout à fait insatisfaisante en qualité et volume.
- Il démontre la faillite de la stratégie Mittal au plan mondial, avec les pertes de marché que le groupe enregistre au plan européen et la dévalorisation de l'action Mittal.
- Il met aussi en évidence les avantages de Liège : compétences humaines, meilleur accès à la mer qu'un site comme Sidmar.

- Il met en évidence les retards d'investissements, notamment dans l'énergie, régulièrement mis en avant par les organisations syndicales.

En conséquence, le groupe Laplace affirme que le « plan actuel d'ArcelorMittal est inacceptable, tant dans sa présentation actuelle que dans ses modalités d'application. Les arguments présentés à ce jour au Comité d'entreprise sont erronés et doivent donc être rejetés. Les intentions de fermeture ne peuvent donc être mises en œuvre. » Laplace va jusqu'à suggérer le lancement, en justice, d'une procédure d'abus de droit.

Alors, tout bon, Laplace ? Oh que non. En toute contradiction avec ces constats qu'il porte lui-même, le groupe Laplace considère comme irréversible le choix de Mittal.

Et de fait, en termes de contradictions, d'erreurs, d'inepties et même de fautes, le rapport est une mine :

- Laplace sort de son rôle d'expert technique en introduisant des considérations psycho-socio-politiques sur un esprit liégeois qui serait particulier, un peu « biesse » (sic).
- Laplace multiplie les erreurs historiques, omettant par exemple le rôle important des politiques financières des holdings dans le développement de la crise sidérurgique.
- Laplace, qui a particulièrement développé ce point dans la communication considère que la fiabilité sociale est la cause majeure de la crise sidérurgique. C'est oublier que les statistiques internes du groupe ne démontrent pas cette situation. On peut aussi être à tout le moins perplexe lorsqu'on lit que les syndicats se livreraient à des « exactions ». Comme si la perte de dizaines de milliers d'emplois en 30 ans n'était pas, elle aussi, une « exaction ».
- Le groupe propose une « Commission de réconciliation des Liégeois ». Cette structure, sous un nom moins charismatique il est vrai, existe depuis 2003. Les principes du consensus liégeois sont en place. La question de l'efficacité est une autre question, qu'un changement de nom ne résoudra pas.
- Le coût du dégageant environnemental est grossièrement sous-estimé : Laplace parle de 300 millions d'euros, alors que le président du gouvernement wallon parle d'un milliard, en présence des responsables du groupe pour le Nord de l'Europe, qui ne l'ont pas démenti ;
- Laplace se garde bien de se livrer à des évaluations du management (une dizaine de directeurs généraux sur douze ans).
- Laplace ne donne aucun élément sur les investissements dans le froid. La direction du groupe n'a visiblement pas été interrogée sur sa politique dans le froid, ni sur sa stratégie dans le fer blanc, ni sur la concentration commerciale au détriment de Liège.
- Laplace propose la création d'une aciérie électrique à Charleroi, sans préciser comment gérer le fonctionnement du bassin jusqu'au moment de sa mise en œuvre réelle. Il propose aussi la fermeture du TLB.
- Laplace propose de recycler les bénéfices de la cokerie dans l'assainissement des terrains abandonnés, et donc de faire payer par Liège l'abandon de ses outils par Mittal.

Bref, tant par son contenu que par la manière dont il a été élaboré (sans aucune concertation ni même aucune information sur la manière dont le travail s'élaborait), ainsi que par la manière dont il a été diffusé (c'est-à-dire en dehors des structures qui l'ont financé

pour la coquette somme de 195.000 €), le rapport Laplace est, dans le meilleur des cas, un texte élaboré à la va-vite ; ou, pire, une arnaque aux fonds publics (et il serait bon que le gouvernement wallon se demande s'il faut réellement honorer la facture). A moins que Laplace, en fait, ne roule pour quelqu'un d'autre que ses commanditaires officiels, puisqu'il donne *in fine* raison à Mittal et ouvre la porte à quelques charognards de l'acier qui pourraient se satisfaire des beaux restes du bassin liégeois.

Les travailleurs de la sidérurgie liégeoise demandent avec force au gouvernement wallon d'examiner de manière critique le travail d'un groupe qui, il y a deux ans, alors que la conjoncture globale était la même (mauvaise ...) affichait sa foi dans l'acier liégeois. Ils rappellent qu'une autre étude doit être mise en route, notamment celle qui devait être confiée au cabinet spécialisé Syndex. Cette étude ne démarre pas : quelle en est la raison ? La sortie précipitée du rapport Laplace ne doit en tous cas pas les torpiller. Ils répètent enfin que c'est de l'avenir de toute une Région qu'il s'agit : les solutions doivent dès lors être politiques.

Contacts presse : Jean-Luc RADER, gsm : 0478/24.59.30 – Jordan ATANASOV, gsm :0478/33.45.66